

**Assemblée générale**

Soixante-huitième session

Documents officiels

Distr. générale
7 janvier 2014
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 21^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 2 décembre 2013, à 10 heures

Président : M^{me} Fiodorow (Vice-Présidente)..... (Pologne)
*Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires :* M. Ruiz Massieu

Sommaire

Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal
2014-2015 (*suite*)

Progiciel de gestion intégré

Renforcer le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique

Prévisions révisées : Centre du commerce international

Point 148 de l'ordre du jour : Financement de la Force intérimaire de sécurité des
Nations Unies pour Abyei

Point 159 de l'ordre du jour : Financement des forces des Nations Unies chargées du
maintien de la paix au Moyen-Orient

a) Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent être signées par un membre
de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des
documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des
documents (<http://documents.un.org/>).

13-58768X (F)



Merci de recycler 



En l'absence de M. Taalas (Finlande), M^{me} Fiodorow (Pologne), Vice-Présidente, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 (suite)

Progiciel de gestion intégré (A/68/7/Add.7, A/68/151, A/68/344 et A/68/344/Add.1 et A/68/375 et A/68/375/Add.1)

1. **M. Takasu** (Secrétaire général adjoint à la gestion) présentant le cinquième rapport d'étape du Secrétaire général sur le progiciel de gestion intégré (A/68/375 et A/68/375/Add.1) dit qu'Umoja a enregistré des progrès considérables, Umoja-Démarrage ayant été mis en service en juillet 2013 sur les sites pilotes de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban et en novembre 2013 dans le groupe 1 (ensemble des opérations de maintien de la paix, Centre de services régional d'Entebbe, Base de soutien logistique de Brindisi). Umoja est maintenant un système pleinement opérationnel, qui concerne 3 000 fonctionnaires dans le monde.

2. Umoja, pierre angulaire des réformes de gestion menées par le Secrétaire général, est une priorité essentielle pour la Cinquième Commission et le Secrétariat, qui harmonise les méthodes administratives et normalise la fourniture intégrée des services, en vue d'améliorer les contrôles, de réduire l'administration et d'accroître les économies. Il est essentiel de mettre pleinement en œuvre Umoja pour que l'Organisation des Nations Unies devienne plus efficace et unifiée.

3. La mise en œuvre du projet pilote en juillet a permis de le déployer avec succès dans les missions de maintien de la paix en novembre. Des enseignements précieux ont été tirés du passage d'un environnement caractérisé par des méthodes de travail disparates à un mode opératoire commun, en particulier en ce qui concerne le rapprochement et le nettoyage des données : les procédures relatives à la préparation des données seront ajustées à l'occasion des futures mises en place.

4. La mise en place dans le groupe 2, missions politiques spéciales, aura lieu en mars 2014, tout

comme celle d'Umoja-Extension 1 à la Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH). Le Secrétariat est résolu à prendre les mesures nécessaires pour réaliser les étapes prévues.

5. Bien que la gouvernance ait été considérablement affermie suite au renforcement de la prise en main des processus par le Secrétaire général et en conséquence de la priorité accordée aux activités relatives à Umoja, le principal obstacle à l'installation d'Umoja concerne l'état de préparation de l'Organisation. Le passage d'un environnement caractérisé par des méthodes de travail disparates à un mode opératoire commun applicable à tous les services du Secrétariat dans le monde entier doit être soigneusement planifié et géré au niveau de chaque entité et exige la ferme détermination des parties prenantes.

6. La bonne mise en place d'Umoja permettra d'obtenir des résultats qualitatifs immédiats et d'importants avantages quantitatifs ultérieurement, à savoir au cours de l'exercice budgétaire 2016-2017 dans les opérations de maintien de la paix et à partir de 2017 pour ce qui concerne le budget ordinaire. Le Secrétaire général est résolu à obtenir des gains quantitatifs de l'ordre de 140 à 220 millions de dollars d'ici à 2019.

7. Le montant total des prévisions de dépenses pour Umoja s'établit maintenant à 360,9 millions de dollars, soit 12,8 millions de dollars de plus que le montant prévu dans le quatrième rapport d'étape, soit 348,1 millions de dollars, en raison de l'augmentation des prévisions de dépenses relatives aux services contractuels et aux activités préparatoires à la mise en place. Toutefois, le Secrétaire général ne cherche pas à obtenir un financement pour le montant supplémentaire indiqué et s'efforcera de maîtriser les coûts en 2014. Des prévisions de dépenses actualisées pour 2015 ainsi que des projections pour les dépenses de 2016 et 2017 seront présentées dans le sixième rapport d'étape annuel.

8. Le cinquième rapport d'étape annuel expose des plans en vue de reconfigurer l'équipe du projet Umoja pour répondre aux besoins de mise en place, à l'aide de ressources internes plutôt qu'externes, en particulier pour s'acquitter des tâches complexes relatives au déploiement au Siège et dans les bureaux des groupes 3 et 4. Le reclassement proposé du poste de Directeur adjoint d'Umoja de D-1 à D-2 permettrait de renforcer la gestion quotidienne du projet : le Directeur du projet

pourrait se concentrer sur les échanges avec la direction des départements et des bureaux de manière à s'assurer qu'ils soient prêts.

9. La mise en place d'un progiciel de gestion est une tâche ardue, en particulier à l'Organisation des Nations Unies, où les mandats, les activités et les modèles opératoires sont divers et dispersés dans le monde entier. Grâce à l'appui et aux orientations que continuera à fournir la Cinquième Commission, Umoja sera mis en place avec succès dans tout le Secrétariat.

10. **M. O'Farrell** (Président du Comité des opérations d'audit du Comité des commissaires aux comptes), présentant le deuxième rapport annuel du Comité des commissaires aux comptes sur la mise en place du progiciel de gestion intégré des Nations Unies (A/68/151) dit qu'Umoja est la plus importante d'un certain nombre d'initiatives de transformation du mode de fonctionnement de l'Organisation et constitue, malgré les retards et l'augmentation des coûts, une occasion essentielle de moderniser le mode de fonctionnement administratif.

11. Suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes, l'Administration a pris des mesures pour que le projet repose sur une base plus solide en nommant un Directeur de projet expérimenté, en multipliant les contacts avec les principales parties prenantes et en renforçant la gouvernance du projet. Toutefois, l'équipe du projet est déjà pleinement sollicitée de sorte que le niveau d'appui fourni dans le cadre de la phase pilote à la FINUL ne pourra pas être maintenu lorsque la mise en service d'Umoja se généralisera dans toutes les missions de maintien de la paix et dans le reste de l'Organisation.

12. Si la gestion du projet s'est améliorée, il faut faire davantage pour répondre aux défis à venir. Ainsi, si l'équipe du projet a défini les modalités des rapports sur les risques qu'elle établit à l'intention du Comité Directeur, les risques ne sont toujours pas gérés efficacement et ne font pas l'objet ni de réactions assez rapides ni d'une évaluation financière qui permettrait d'examiner plus efficacement leurs incidences vraisemblables et de prendre des décisions sur la manière de les traiter.

13. La conception du programme est au deux tiers achevée et le système est à moitié construit mais pas encore entièrement mis en place. Il n'existe toujours pas de plan intégré reliant les dépenses aux produits escomptés, ce qui rend difficile de juger les progrès qui

auraient dû être atteints compte tenu des investissements réalisés. Le Comité des commissaires aux comptes n'est pas en mesure de fournir l'assurance que toutes les fonctionnalités prévues dans le cadre du projet seront prêtes sans dépassement de coût ou de délai, ni que les avantages qualitatifs et quantitatifs escomptés se matérialiseront et permettront ainsi une rentabilisation optimale des investissements.

14. En ce qui concerne l'achat de services, faute d'une stratégie commerciale mise en place dès le début du projet Umoja, il a été difficile d'obtenir les meilleures conditions des fournisseurs. L'Administration déclare maintenant qu'elle a présenté au Comité directeur un plan visant à concevoir une stratégie commerciale pour les achats restants.

15. En ce qui concerne Umoja en tant que transformation du mode de fonctionnement de l'Organisation, la désignation de référents processus chargés d'animer de nouveaux modes opératoires cohérents constitue un fait positif : il reste maintenant de savoir s'ils sont dotés des pouvoirs voulus pour diriger le changement dans les divers secteurs d'activité et s'il existe un mécanisme qui permettrait de favoriser les négociations entre les référents projets et les autres responsables de haut niveau, de manière à obtenir les avantages escomptés. Il convient que l'Administration conçoive des plans de réalisation des avantages qui outre d'exposer le type d'avantages, indiqueraient la manière dont ces avantages se matérialiseraient et la date à laquelle cela surviendrait, soit dans le cadre d'un processus de rationalisation qui nécessiterait des effectifs moindres, soit grâce à une amélioration de la gestion de manière à prendre de meilleures décisions.

16. Étant donné les intérêts des diverses parties prenantes et la complexité des structures actuelles en matière d'administration, de gestion et de gouvernance, il est ardu de définir précisément un futur modèle de fourniture des services à l'Organisation des Nations Unies. Il n'en reste pas moins qu'il est important d'avoir une certaine idée du futur modèle de fonctionnement recherché que le progiciel de gestion et d'autres initiatives de transformation appuieront, de manière à garantir les investissements des parties prenantes, à éviter les mesures correctrices coûteuses et à renforcer la responsabilisation en matière d'exécution.

17. **M. Ruiz Massieu** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport connexe du Comité consultatif (A/68/7/Add.7) dit que, vu les difficultés rencontrées depuis la conception du projet, le Comité estime que le déploiement d'Umoja-Démarrage dans des sites pilotes et dans les bureaux et missions de maintien de la paix du groupe 1 marque un grand pas en avant, qui devrait donner aux États Membres un certain degré d'assurance quant à l'efficacité de l'équipe de direction et à la viabilité du système.

18. Le Comité consultatif note, à la lecture des rapports du Secrétaire général et du Comité des commissaires aux comptes, que l'exécution du projet reste exposée à des difficultés et à des risques considérables. Pour éviter d'autres retards et une nouvelle augmentation des coûts, il est nécessaire de planifier et de gérer le projet avec rigueur, de le contrôler scrupuleusement, d'atténuer les risques et de résoudre rapidement les problèmes. Le Comité insiste sur l'importance des responsabilités qui incombent au Directeur exécutif et au Comité de pilotage du projet pour ce qui est de guider et de superviser la gestion et l'exécution du projet, d'encourager les départements et bureaux du Secrétariat à coopérer à son exécution et de faciliter la prise de décisions.

19. Le Comité consultatif souligne qu'il importe de définir des cibles en matière de valorisation des avantages pour optimiser l'exploitation du progiciel de gestion intégré et d'élaborer des plans de valorisation des avantages crédibles qui soient pleinement compris par les départements et bureaux devant les appliquer. Le Comité recommande que le Secrétaire général soit prié de veiller à ce que les chefs de département et de bureau chargés de l'application des plans soient pleinement associés à ce processus et que le projet bénéficie d'un niveau élevé de coopération dans l'ensemble du Secrétariat. Il souligne également qu'il faut veiller à ce que le Directeur exécutif du projet et les responsables de processus qui se sont engagés à concrétiser les avantages quantitatifs et qualitatifs que l'Organisation tirera d'Umoja soient dotés des pouvoirs nécessaires pour apporter les changements voulus aux modes de fonctionnement et aux méthodes de travail issues d'Umoja.

20. Le Comité consultatif compte que des informations concrètes sur les avantages quantitatifs et qualitatifs découlant de l'exploitation d'Umoja seront fournies dans les futurs projets de budget ainsi que

dans les rapports sur l'exécution des budgets de maintien de la paix, au plus tard pour ce qui concerne l'exercice 2016/17.

21. Le Comité consultatif recommande également que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de faire en sorte que le progiciel de gestion intégré fournisse aux États Membres des données complètes, de haute qualité et exactes, pour les aider à prendre des décisions sur la base des propositions administratives et budgétaires.

22. Concernant la mise en œuvre du projet, le Comité consultatif réaffirme que l'intégralité de la portée et des fonctions d'Umoja-Démarrage et d'Umoja-Extension 1 et Umoja-Extension 2 devra être mise en œuvre de manière à protéger les investissements déjà consentis et à réaliser les avantages attendus. Il met en garde contre toute solution qui entraînerait une réduction de la portée du projet, en particulier d'Umoja-Extension 2, qui comporte quelques-unes des principales fonctions à informatiser, dont la planification et la programmation, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et l'établissement du budget.

23. Le Comité consultatif recommande à nouveau de maintenir l'équipe de projet en place jusqu'à ce qu'Umoja-Extension 2 soit entièrement installé, dans tout le Secrétariat. L'autorité et la force d'entraînement des organes de gouvernance et d'administration seront nécessaires à la mise en œuvre du projet selon les prévisions et une dissolution prématurée de l'équipe de projet risque de nuire à une bonne exécution d'Umoja-Extension 2. Toutefois, le maintien de l'équipe du projet Umoja jusqu'à la pleine exécution d'Umoja-Extension 2 ne signifie pas qu'il ne faudra pas apporter des ajustements à la taille et à la composition de l'équipe ou limiter les coûts et puiser au sein de l'Organisation la plupart des compétences nécessaires.

24. À cet égard, le Comité consultatif se félicite des mesures prises pour renforcer les compétences internes en matière de progiciel de gestion et encourage le renforcement de ces compétences. Il se félicite également que l'équipe du projet, le Bureau de l'informatique et des communications et la Division de l'informatique et des communications du Département de l'appui aux missions aient renforcé leur coordination et leur coopération et les encourage à collaborer plus étroitement encore.

25. Le Comité consultatif salue également l'approche pragmatique adoptée par le Secrétaire général face à la question des coûts indirects et pour définir clairement le rôle et les responsabilités des départements et bureaux, ainsi que les modalités de financement des activités préparatoires. Il recommande à nouveau à l'Assemblée générale de demander au Secrétaire général de faire rapport sur le niveau et la nature des dépenses indirectes liées aux activités préparatoires qui sont imputées aux départements et bureaux.

26. Enfin, il importe d'intensifier la collaboration entre les secrétariats et les autres organismes des Nations Unies qui emploient le même progiciel de gestion. L'harmonisation accrue des méthodes de travail dans le système des Nations Unies suite à l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) et la mise en service de composantes standard du progiciel plutôt que de solutions personnalisées seront autant d'occasions de mettre en œuvre, d'appuyer et d'améliorer le progiciel à un meilleur coût.

27. **La Présidente** appelle l'attention sur le rapport du Corps commun d'inspection intitulé « Étude des progiciels de gestion intégrés dans les organismes du système des Nations Unies » (A/68/344) et sur les observations au sujet du rapport faites par le Secrétaire général et par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies (A/68/344/Add.1).

28. **M. Daunivalu** (Fidji) parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe a de tous temps été en faveur des réformes de gestion visant à accroître l'efficacité du Secrétariat et son aptitude à fournir de meilleurs résultats pour l'Organisation.

29. L'Assemblée générale autorise le progiciel Umoja en vue de remplacer les systèmes multiples et incompatibles de l'Organisation en matière de technologies de l'information et des communications, afin de simplifier les pratiques administratives et de fournir des données précises pour permettre de prendre des décisions plus rapidement et de fournir de meilleurs services. Si le Groupe se félicite de la mise en place d'Umoja-Démarrage et note les mesures prises pour renforcer la gouvernance, des défis et risques notables persistent : l'état de préparation de l'Organisation, le traitement des achats, des retards éventuels dans l'exécution du projet, la constitution des compétences internes nécessaires et l'adéquation des ressources et des structures en matière de techniques de

l'information et des communications dans l'Organisation. Il convient de tirer les enseignements de la mise en place graduelle d'Umoja-Démarrage dans les missions de maintien de la paix.

30. Un plan détaillé de valorisation des avantages, indiquant les incidences potentielles d'une administration plus efficiente et efficace est important pour comprendre les conséquences du nouveau système. Il est également important que les États Membres reçoivent des renseignements complets, d'excellente qualité, précis en temps voulu pour faciliter la prise de décision concernant les propositions administratives et budgétaires.

31. Le Groupe est préoccupé par les failles considérables constatées par le Comité des commissaires aux comptes au cours des phases initiales du projet, en raison desquelles l'efficacité a fait défaut dans l'utilisation des ressources. Des carences en matière de gestion ont entraîné des retards dans la mise en œuvre et contribué au dépassement des coûts.

32. Un ferme encadrement est essentiel pour la bonne mise en œuvre d'une transformation aussi complète des modalités opérationnelles à l'échelle de l'Organisation. Le Groupe partage la préoccupation du Comité consultatif quant aux risques qu'il y aurait à dissoudre prématurément l'équipe du projet.

33. **M. Presutti** (Observateur de l'Union européenne), parlant également au nom de l'Islande, du Monténégro, de la Serbie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine et de la Turquie, pays candidats, de l'Albanie et de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association ainsi que de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, dit que les États membres de l'Union européenne, qui appuient vigoureusement Umoja et ses possibilités de transformation des modalités opérationnelles dans le système des Nations Unies, se félicitent de la mise en place d'Umoja-Démarrage dans des sites pilotes et dans des missions de maintien de la paix.

34. Des défis et des risques considérables persistent et doivent être résolus, si l'on veut qu'Umoja puisse pleinement fonctionner et donner les résultats escomptés, en temps voulu et dans la limite des crédits prévus. Le Secrétaire général devrait suivre de près la conception et le déploiement des diverses phases et veiller au strict respect du calendrier de mise en œuvre,

sans dépassement des crédits : l'augmentation des dépenses prévues est préoccupante.

35. Le projet doit faire également l'objet d'une gouvernance, d'un contrôle et d'une gestion appropriés des risques. Les hauts fonctionnaires devraient être entièrement déterminés à appuyer Umoja et les référents projets devraient être dotés des pouvoirs nécessaires pour mettre en œuvre les changements. Il convient d'intensifier la collaboration entre le Secrétariat et les autres organismes des Nations Unies qui emploient le même progiciel de gestion.

36. Un plan de projet intégré détaillant les tâches restant à accomplir et les incidences financières est essentiel pour gérer la bonne exécution du projet. Le Secrétariat devrait accélérer ses efforts en vue d'achever d'établir un tel plan et un calendrier détaillé. Umoja ne réussira que s'il est mis en œuvre intégralement, ce qui permettra de protéger les investissements déjà réalisés et d'obtenir l'intégralité des avantages escomptés.

37. **M^{me} Schweizer** (Suisse), parlant également au nom du Liechtenstein, dit que ces deux délégations réaffirment leur appui en faveur du projet Umoja, un des éléments phares de la modernisation de la gestion de l'Organisation des Nations Unies. Ce projet s'étendra sur plusieurs années; les données d'expérience acquises lors du déploiement initial du progiciel de gestion extrêmement complexe doivent être analysées attentivement, afin de tirer des enseignements utiles pour les phases ultérieures et de concevoir des solutions en prévision de problèmes.

38. Le passage à Umoja aura des incidences sur la gestion au jour le jour des opérations de maintien de la paix, dont les mandats essentiels doivent être préservés. Il convient de prendre au sérieux les risques en matière d'efficacité opérationnelle et de résistance au nouveau mécanisme.

39. Les risques de dépassement des délais et des crédits et d'absence d'acceptation du projet persistent. Il est préoccupant qu'aucun plan d'urgence n'ait été prévu et qu'on n'ait pas précisé quelles auraient dû être les réalisations alors que 55 % des ressources financières affectées au projet ont déjà été dépensées. Il convient de concevoir rapidement un plan et une méthodologie détaillés du projet, propres à faciliter l'établissement de relations précises entre le budget utilisé et des étapes définies du projet.

40. Enfin, les délégations de la Suisse et du Liechtenstein souhaiteraient savoir comment l'expérience passée en matière de progiciel de gestion, la nécessité de la compatibilité de ces systèmes à l'échelle du système des Nations Unies et la coopération avec d'autres organismes des Nations Unies utilisant Umoja ont été prises en compte.

41. **M. Ono** (Japon) salue les progrès réalisés dans la mise en place d'Umoja à la FINUL et au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour le Liban et dans leurs bureaux d'appui au Siège puis, ultérieurement, dans 14 missions de maintien de la paix et au Centre de services régional et escompte recevoir des renseignements sur l'état d'avancement des activités préparatoires à son installation dans les missions politiques spéciales en 2014. Le projet Umoja doit être mis en œuvre dans son intégralité et le calendrier et les dépenses doivent être strictement contrôlés, chaque phase devant s'achever dans les délais prescrits.

42. Pour qu'un projet de transformation des modes de fonctionnement d'une telle ampleur soit couronné de succès, il est indispensable de disposer d'un encadrement solide et que tout le Secrétariat ait effectué les préparatifs nécessaires. Il convient d'étudier attentivement la coordination des activités de préparation de l'Organisation concernant la mise en place d'Umoja dans chaque lieu d'affectation, de manière à ce que le progiciel soit déployé en bon ordre, à limiter la charge imposée aux utilisateurs finals et à éviter de perturber les activités opérationnelles. Le Secrétariat devrait refléter les économies résultant de la mise en œuvre d'Umoja dans le budget, dans les meilleurs délais.

43. Le montant total des crédits demandés pour 2015 a augmenté d'environ 12,8 millions de dollars depuis le précédent rapport du Secrétaire général, essentiellement en raison du coût accru des services contractuels et du mobilier et matériel. Il est nécessaire de disposer d'un plan intégré détaillé pour établir les tâches restant à accomplir et leur coût. Ce mécanisme permettrait d'éliminer le risque d'augmentation graduelle des dépenses générales. Plus spécifiquement, le prochain rapport du Secrétaire général devrait comporter des précisions sur les délais et les dépenses totales concernant l'achèvement de la conception d'Umoja-Démarrage et Umoja-Extension 1 et 2 ainsi qu'une évaluation des incidences des délais rencontrés dans l'établissement définitif de la conception d'Umoja sur le calendrier et le budget final du projet.

44. **M. Safronov** (Fédération de Russie) regrette la publication tardive du rapport du Comité consultatif, qui n'était pas disponible en russe au moment de sa présentation. Ce retard, outre d'enfreindre les procédures normales, prive les États Membres de la possibilité de participer activement au débat sur une question aussi importante.

45. S'agissant de la mise en place d'Umoja, M. Safronov constate l'efficacité accrue des organes de gestion du projet, facteur qui renforce la confiance des États Membres quant à son achèvement et à sa réussite. La phase de la conception est terminée et une mise en place pilote a été entreprise à la FINUL et au Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban. Il n'en reste pas moins que les risques précédemment constatés par le Comité consultatif sont toujours présents et que la mise en œuvre simultanée imminente d'Umoja dans trois groupes risque de compromettre la réalisation du projet dans les délais, dans chaque groupe.

46. M. Safronov constate avec regret l'augmentation du budget d'Umoja, dont on prévoit maintenant qu'il s'élèvera à 360 millions de dollars jusqu'à la fin décembre 2015, contre 248,3 millions de dollars initialement. Le Secrétariat doit limiter les dépenses et éviter de nouvelles augmentations. La question des dépenses connexes et de la manière dont elles seront comptabilisées dans le budget de l'exercice 2014-2015 n'est toujours pas résolue.

47. Il importe de disposer d'un plan spécifique pour concrétiser les avantages escomptés du projet. La mise en place intégrale d'Umoja permettra à l'Organisation d'être mieux à même d'exécuter ses mandats, avec moins de ressources. Des modifications de la structure de l'Organisation, en particulier en ce qui concerne les mécanismes opérationnels et la prise de décision ne doivent être effectuées qu'avec l'accord des États Membres.

48. **M. Tommo Monthe** (Cameroun) félicite la Secrétaire générale adjointe à la gestion d'avoir reconstitué l'équipe du projet et renforcé la gouvernance du projet, remettant ainsi Umoja sur la voie après une période de confusion.

49. Il convient d'établir un calendrier ferme pour le projet et de le respecter scrupuleusement. Si le projet continue à être géré sans objectifs et indicateurs de progrès précis, les dépenses augmenteront en flèche mettant ainsi à rude épreuve la patience des États

Membres, qui doivent constater des résultats tangibles d'ici 2015 pour autoriser un financement.

50. En outre, en raison de la cadence du progrès technologique, tout retard du calendrier rendra vraisemblablement Umoja obsolète : le logiciel est introduit avant qu'on ait pleinement tiré parti du potentiel de son prédécesseur, le système intégré de gestion ou qu'on ait utilisé les mécanismes qu'il fournit. En effet, en cas de retard dans le calendrier et de longs délais entre la conception et la mise en place, de meilleures techniques seront disponibles, ce qui contraindra le Secrétaire général à recommander l'abandon d'Umoja et son remplacement par des programmes plus modernes.

51. Il faut également comprendre que passer à Umoja signifie évoluer d'un système à un autre, ce qui pose la question difficile de savoir ce qui devrait être transféré et ce qui devrait être abandonné. Cela est d'autant plus vrai qu'à l'origine, le programme Umoja n'a pas été écrit pour l'Organisation des Nations Unies et qu'il a dû être adapté à ses besoins spécifiques. Les équipes responsables de cette adaptation doivent consulter ceux qui détiennent des connaissances institutionnelles de l'Organisation des Nations Unies, de telle sorte qu'elles comprennent quel est le mode de fonctionnement de l'Organisation et si le logiciel répond à cet objectif. Ainsi, lorsqu'on a mis en place Umoja dans les opérations de maintien de la paix, il a fallu inclure de nouvelles fonctions qui n'étaient pas présentes à l'origine. Il faut comprendre que l'Organisation des Nations Unies est une entité complexe et mondiale, non comparable à d'autres. Le fait de ne pas utiliser les techniques les plus récentes, adaptées aux besoins spécifiques de l'Organisation entraînera l'accroissement des coûts et la probabilité d'une obsolescence prématurée, ce qui nécessitera de remplacer Umoja dans les meilleurs délais.

Renforcer le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique (A/68/7/Add.8 et A/68/506)

Prévisions révisées : Centre du commerce international (A/68/6 (Sect. 13)/Add.1 et A/68/7/Add.6)

52. **M^{me} Casar** (Contrôleuse), présentant le rapport du Secrétaire général intitulé « Renforcer le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique » (A/68/506) dit que les crédits supplémentaires nécessaires pour que le Bureau puisse exécuter ses mandats élargis sont

évalués à 5 133 800 dollars (chiffre brut) ou 4 758 700 dollars (après déduction des contributions du personnel) au titre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015. Ce montant se répartit comme suit : 4 036 100 dollars au titre du chapitre 11 (Appui des Nations Unies au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, sous-programme 1, Coordination de la mobilisation mondiale et appui apporté au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), 722 600 dollars au titre du chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui) dont 318 000 dollars au titre des activités récurrentes et 404 600 dollars au titre des activités non récurrentes et 375 100 dollars au titre du chapitre 36 (Contributions du personnel).

53. Le Secrétaire général propose de créer 10 nouveaux postes, dont 6 administrateurs de programme aux classes P-5, P-4 et P-3; 2 économistes aux classes P-3 et P-2, un spécialiste des communications à la classe P-4 et un assistant principal (agent des services généraux [1^{re} classe]).

54. En outre, le Bureau a besoin de 338 000 dollars de ressources pour organiser des réunions consultatives concernant le mécanisme de suivi demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 66/293, ainsi que de 293 600 dollars au poste voyages afin de renforcer ses capacités dans le domaine de la sensibilisation et de la communication.

55. Présentant les prévisions révisées au titre du chapitre 13 (Centre du commerce international, CCI) (A/68/6 (Sect. 13)/Add.1), M^{me} Casar dit qu'il incombe au Centre de mettre en œuvre le sous-programme 6, Aspects opérationnels de la promotion du commerce et du développement des exportations, du programme 10, Commerce et développement, du cadre stratégique pour la période 2014-2015. Le Centre, organisme conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a pour mission de fournir une assistance technique en vue de faciliter l'intégration des pays en développement et des économies en transition, en particulier les pays les moins avancés, dans le système commercial multilatéral grâce à la promotion des exportations et au développement des échanges. L'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce financent à parts égales le budget ordinaire du Centre.

56. Le montant total des ressources demandées pour le CCI pour l'exercice biennal 2014-2015 est de

73 209 300 francs suisses, avant actualisation des coûts. La part de l'Organisation des Nations Unies s'élèverait à 38 932 600 francs suisses avant actualisation des coûts, ce qui représente une diminution de 1 159 200 francs suisses, soit 2,9 %, par rapport au budget de l'exercice biennal 2012-2013 aux taux révisés, soit 40 141 800 francs suisses.

57. **M. Ruiz Massieu** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité sur le renforcement du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique (A/68/7/Add.8) dit que l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de réaffecter selon qu'il conviendrait des ressources inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour permettre au Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique de s'acquitter efficacement de ses attributions concernant le mécanisme de suivi des engagements pris en faveur du développement de l'Afrique. Le Comité consultatif regrette qu'aucune mesure de réaffectation de ressources inscrites au budget ordinaire n'ait été prise au cours de l'exercice biennal 2012-2013 dans cet objectif.

58. Le Comité consultatif n'a pas d'objection à la création des nouveaux postes proposés par le Secrétaire général, à l'exception de celui d'assistant de secrétariat principal, dont les fonctions peuvent être exécutées par le personnel actuellement affecté au Bureau.

59. Il ne faudra ménager aucun effort pour limiter le coût des réunions de consultations des parties prenantes, notamment en les organisant à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abeba. En outre, le Comité consultatif recommande qu'une réduction de 5 % soit appliquée aux crédits alloués aux frais de voyage du personnel, conformément à ses recommandations concernant tous les autres chapitres du budget de 2014-2015.

60. Enfin, de nouveaux instruments de mesure des résultats auraient dû être inclus dans les propositions du Secrétaire général, correspondant aux tâches supplémentaires à accomplir, compte tenu du mécanisme de contrôle.

61. Dans son rapport sur le projet de budget-programme pour 2014-2015 du Centre du commerce international (A/68/7/Add.6), le Comité consultatif s'est félicité des mesures d'économie qui ont permis de réduire les effectifs du Centre de deux postes d'agent des services généraux. Le Comité consultatif

recommande que le poste P-5, actuellement financé au moyen de ressources extrabudgétaires, qu'il est proposé de financer au titre du budget ordinaire, soit soumis aux dispositions réglementaires pertinentes en matière de recrutement applicables aux nouveaux postes, étant donné qu'il n'a pas été précédemment approuvé dans le cadre du budget ordinaire. En outre, concernant la non-reconduction de deux emplois de temporaires, toute assistance temporaire qui serait nécessaire pour assurer ces fonctions devrait être financée au moyen du budget ordinaire et être comptabilisée comme telle dans le rapport sur l'exécution du budget.

62. Le Comité consultatif prend note des mesures de réduction des frais de voyage et compte qu'elles se traduiront par une réduction des prévisions budgétaires pour cet objet de dépense. Il recommande à l'Assemblée générale d'approuver une réduction de 5 % du total des frais afférents aux voyages du personnel, conformément à la recommandation qu'il a faite en ce qui concerne tous les autres chapitres du budget de 2014-2015.

63. S'agissant des crédits demandés au titre du mobilier et du matériel, le Comité consultatif se félicite de la mesure d'économie proposée consistant à porter de quatre ans à quatre ans et demi le cycle de remplacement des ordinateurs de bureau du CCI et recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général d'appliquer cette même mesure à la totalité du budget ordinaire de l'exercice biennal 2014-2015.

64. Enfin, les dispositions administratives actuelles, qui obligent le Comité consultatif à examiner deux fois le budget du Centre dans l'année qui précède l'exercice financier pourraient être simplifiées, afin que le budget fasse l'objet d'un seul examen de sa part.

65. **M. Daunivalu** (Fidji), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que depuis sa création en mai 2003, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a appuyé les délibérations de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social relatives à l'Afrique, coordonné l'Équipe spéciale interdépartementale/interinstitutions pour l'Afrique de manière qu'une approche cohérente et intégrée soit adoptée concernant l'appui de l'ONU en faveur de l'Afrique et a coordonné les activités promotionnelles menées à l'échelon mondial en faveur du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.

66. Durant les dix années qui se sont écoulées depuis la création du Bureau, l'Afrique a connu d'importants changements sociaux, politiques et économiques, dont une croissance économique élevée et soutenue, le renforcement de la démocratie et une importante diminution du nombre des conflits. Un certain nombre de défis persistent néanmoins. Les taux élevés de croissance économique n'ont pas entraîné une prospérité partagée : l'Afrique n'a pas connu une importante création d'emplois, ni enregistré une nette réduction de la pauvreté.

67. L'Assemblée générale, consciente de la nécessité d'une approche renforcée en matière d'appui à l'Afrique a adopté sa résolution [66/293](#), par laquelle elle a décidé de créer un mécanisme de suivi des engagements pris en faveur du développement de l'Afrique et a confié au Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique le soin d'assurer le secrétariat pour l'examen. Le Groupe appuie vigoureusement la proposition tendant à renforcer le Bureau : en effet, il ne lui est pas possible de s'acquitter de ce nouveau mandat supplémentaire au moyen des ressources très limitées dont il dispose.

68. Les mandats du Centre du commerce international, promouvoir un développement économique durable et contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans les pays en développement et les pays à économie en transition grâce au développement du commerce et des échanges internationaux, a démontré son efficacité. Il faudrait fournir au Centre les ressources nécessaires pour qu'il s'acquitte de ses mandats sans interruption. Le Groupe analysera attentivement les diminutions de ressources proposées par le Secrétaire général pour l'exercice 2014-2015 et demandera des explications concernant le taux élevé de vacance de postes. Le Groupe encourage l'administration du CCI à réduire les déséquilibres existant sur le plan de l'égalité des sexes et de la nationalité aux échelons les plus élevés et à améliorer la représentation des fonctionnaires venus du monde en développement.

69. **M. Coffi** (Côte d'Ivoire), parlant au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que le Groupe accorde une importance capitale au rôle du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique en matière de mobilisation et de coordination de l'appui en faveur du développement de l'Afrique et de promotion de la paix et de la sécurité.

70. Dans sa résolution [57/300](#), l'Assemblée générale a approuvé la création du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et lui a confié la mission de coordonner la mobilisation mondiale à l'appui du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Plusieurs processus consultatifs ont également été entrepris en vue de transformer l'ancien programme pour l'Afrique en Nouveau partenariat.

71. Depuis la création du Bureau, le continent a connu des transformations notables, accompagnées d'importants changements d'ordre social, politique et économique et renforcées grâce à un nouveau mandat et à une nouvelle dénomination, la Renaissance africaine. Le Groupe escompte que l'Organisation des Nations Unies continuera à appuyer la Renaissance africaine, dont l'objectif est de renforcer le développement de l'Afrique, qui constitue l'une des huit priorités de l'Organisation. L'actuelle transformation rapide de l'Afrique s'accompagne de nouvelles possibilités et de défis qui imposeront au Bureau du Conseiller spécial d'élargir et de renforcer ses activités et d'étendre son champ d'action pour mieux répondre aux besoins du continent.

72. Le Bureau a souffert du manque de hauts responsables ces dernières années. Le Groupe se félicite des propositions du Secrétaire général relatives aux postes et aux autres ressources destinés à renforcer le Bureau dans les domaines de l'analyse des politiques, du suivi et de la recherche, de l'appui intergouvernemental, des activités promotionnelles et de la coordination interinstitutions, ainsi que la proposition tendant à créer 10 nouveaux postes supplémentaires. Le renforcement du Bureau devrait être à la mesure des mandats qui lui ont été confiés : tous les postes demandés et approuvés doivent être pourvus à titre prioritaire, en pleine conformité avec les principes de la répartition géographique et de l'équilibre entre les sexes.

73. Le Groupe félicite le Bureau pour l'appui qu'il accorde aux pays d'Afrique dans des secteurs aussi importants que les changements climatiques et le développement durable, y compris en ce qui concerne l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015. Aucun progrès réel n'a été réalisé en matière de transfert de technologies ces dernières années et le Groupe demande au Bureau de continuer à opérer dans ce domaine pour que les partenaires de développement de l'Afrique honorent leurs engagements.

74. **M. Tommo Monthe** (Cameroun), rappelant que l'Afrique est l'une des priorités de l'Organisation, tout comme l'est l'appui en faveur de l'Afrique pour le Secrétaire général et pour le Comité consultatif et la Cinquième Commission, dit que le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a connu des hauts et des bas depuis sa création, allant de la proposition tendant à le fusionner avec le Bureau du Coordonnateur spécial pour l'Afrique et les pays les moins avancés jusqu'à son relancement après que l'Assemblée générale a rejeté cette proposition et à la revitalisation ultérieure de ses activités.

75. Compte tenu des ajustements structurels effectués dans les pays d'Afrique depuis les années 80 et du lancement de nouvelles orientations stratégiques en matière d'assistance pour l'Afrique, il est nécessaire de disposer d'un organisme coordonnateur vigoureux chargé des questions africaines, qui relèvent des compétences de plusieurs organismes et organes principaux, de manière à suivre en permanence les engagements pris. En conséquence, M. Tommo Monthe salue les propositions formulées par le Secrétaire général, conformément aux vœux de l'Assemblée, tendant à renforcer le Bureau et les recommandations positives du Comité consultatif en la matière. La Cinquième Commission devrait appuyer les propositions de ressources supplémentaires, qui ont été avalisées aussi bien par le Groupe des 77 et la Chine que par le Groupe des pays d'Afrique, de manière à doter le Bureau d'un cadre solide dans les domaines de l'administration et des programmes, étant entendu que cela doit s'accompagner d'une responsabilisation, qui trouvera son expression dans des résultats tangibles.

Point 148 de l'ordre du jour : Financement de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei ([A/68/519](#) et [A/68/620](#))

Point 159 de l'ordre du jour : Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient

a) Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement ([A/68/505](#) et [A/68/617](#))

76. **M^{me} Casar** (Contrôleuse), présentant le budget révisé de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) pour l'exercice du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 ([A/68/519](#)) dit que le budget révisé de 2013/14 s'élève à 339,3 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de

48,7 millions de dollars, soit 16,7 % par rapport aux crédits de 290,6 millions de dollars ouverts par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/270, aux fins du fonctionnement de la Force. En application de la résolution 2104 (2013) du Conseil de sécurité, le budget révisé de 2013/14 prévoit le déploiement d'une unité de protection de la Force de 1 126 militaires pour le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et reflète une augmentation des ressources militaires et des dépenses de construction correspondant au déploiement de personnel supplémentaire dans quatre sites autonomes.

77. Présentant le budget révisé de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 (A/68/505), M^{me} Casar dit que le budget révisé s'élève à 60,8 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 12,8 millions de dollars, soit 26,6 %, par rapport au montant de 48 millions de dollars alloué pour le fonctionnement de la Force par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/278. Comme suite à la résolution 2108 (2013) du Conseil de sécurité, le budget révisé pour l'exercice 2013/14 prévoit le déploiement de 203 militaires supplémentaires et de leur matériel et la création de 10 emplois de temporaire recrutés sur plan international.

78. **M. Ruiz Massieu** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) présentant le rapport du Comité consultatif sur le projet de budget révisé de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 (A/68/620) dit que le Comité consultatif recommande une réduction de 10 202 200 dollars du montant proposé sur la base des taux de vacance applicables aux nouveaux emplois de personnel recruté sur le plan international ainsi qu'aux observateurs militaires et aux contingents et au titre des travaux de construction.

79. Le Comité consultatif recommande d'appliquer un taux de vacance de 30 % aux postes d'agent recruté sur le plan international dont la création est proposée ou qui sont maintenus. Il recommande également que le projet de budget révisé soit ajusté pour tenir compte des dépenses afférentes aux observateurs militaires et aux contingents pendant la première moitié de l'exercice 2013/14, sur la base des taux de vacance moyens effectifs. Enfin, s'agissant de la construction,

le Comité consultatif recommande de réduire de 5 901 300 dollars l'augmentation demandée au titre des services de construction, compte tenu des résultats au cours de la période en cours et de l'ampleur de l'augmentation demandée. Toutes ressources supplémentaires nécessaires au titre des services de construction devront figurer dans le rapport sur l'exécution du budget de la Mission.

80. Présentant le rapport du Comité consultatif sur le projet de budget révisé de la Force des Nations Unies chargé d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 (A/68/617), M. Ruiz Massieu dit que si le Comité consultatif ne voit pas d'objection à ce que soient approuvées les ressources proposées pour le déploiement de personnel militaire supplémentaire et le renforcement de la sûreté et de la sécurité de la Force, certains des crédits supplémentaires demandés auraient pu être compensés partiellement par la sous-utilisation des crédits ouverts au titre des postes faisant l'objet d'un recrutement national, en raison de taux de vacance plus élevés que prévu. Le Comité consultatif recommande donc à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général d'ajuster les ressources budgétaires pour le personnel recruté sur le plan national en se fondant sur un taux de vacance de 9 % pour l'exercice 2013/14.

81. **M. Coffi** (Côte d'Ivoire), parlant au nom du Groupe des États d'Afrique, réaffirme l'attachement du Groupe envers les opérations de maintien de la paix entreprises par l'Organisation des Nations Unies et par l'Union africaine. Le Groupe constate avec une préoccupation extrême une nouvelle vague d'attaques menées à l'encontre des Casques bleus, qui a causé des morts. M. Coffi rend hommage aux hommes et femmes, militaires et civils, qui ont fait le sacrifice ultime au service de l'humanité.

82. Le Groupe examinera attentivement les prévisions révisées pour la FISNUA, qui s'élèvent à 339,3 millions de dollars et celles de la FNUOD, d'un montant de 60,8 millions de dollars ainsi que les observations et les recommandations du Comité consultatif, afin que les missions disposent des ressources nécessaires pour s'acquitter de leur mandat.

83. **M. Hassen** (Éthiopie) dit que, depuis son déploiement, la FISNUA a aidé à assurer le retour des habitants dans des conditions de sûreté, à protéger les civils et a appuyé le Mécanisme conjoint de vérification et de contrôle à la frontière en établissant

une zone sûre et démilitarisée, dont le Soudan et le Soudan du Sud ont accepté la création en mars 2013. Cet accord porte sur les modalités relatives à la création d'une zone frontalière sûre démilitarisée et sur un plan relatif à la mise en œuvre du Mécanisme, prévoyant la création d'un quartier général, de postes de commandement de secteur et de bases d'opération le long de la frontière.

84. Dans ce contexte, il est impératif d'acheter des véhicules et un hélicoptère, parce qu'il faut que les bases de commandement de secteur fonctionnent de manière autonome et qu'il est difficile de partager le matériel d'appui en raison des distances à couvrir. En outre, le déploiement de personnel militaire et civil dans les bases de commandement de secteur et dans les bases d'opération nécessite d'accroître les crédits prévus pour les services de construction, dont les travaux d'aménagement des sites et la construction du camp. En conséquence, la délégation éthiopienne accueille favorablement le projet de budget révisé présenté par le Secrétaire général, qui s'élève à 339 310 800 dollars, afin d'exécuter les mandats supplémentaires confiés par le Conseil de sécurité.

85. S'agissant du déploiement des forces, en octobre 2013, 117 soldats du contingent total autorisé (1 126 militaires) étaient sur le terrain, et le déploiement du restant des effectifs était déjà prévu. La délégation éthiopienne constate donc avec préoccupation la recommandation du Comité consultatif tendant à réduire de moitié les crédits demandés (soit 10 202 200 dollars) en supprimant des projets de construction et en accroissant les taux de vacance. Les réductions recommandées compromettent l'exécution du mandat, sont nocives et ne tiennent pas compte du milieu complexe et délicat dans lequel opère la Force. Étant donné que les bases d'opération se trouvent dans une région éloignée, inhospitalière et sous-développée, toute réduction du budget aurait des incidences néfastes sur la sûreté et la sécurité du personnel.

86. **M^{me} Salih** (Soudan) dit que sa délégation déplore la publication tardive de la documentation sur la question dont la Commission est saisie, en particulier du rapport du Comité consultatif, ce dont se ressent l'aptitude des délégations à prendre les décisions voulues. Également s'agissant de la documentation, les données relatives à la gestion des ressources humaines au Soudan contenues dans certains rapports sont inexactes.

87. **M^{me} Salih** se félicite de l'adoption de la résolution [2126 \(2013\)](#) par le Conseil de sécurité, prorogeant le mandat de la FISNUA jusqu'au 31 mai 2014 et lui permettant de poursuivre sa mission précieuse relative au maintien de la paix et de la sûreté dans la région. Elle se félicite des efforts déployés par la communauté internationale pour chercher une solution définitive à la question d'Abyei et de l'application des accords entre le Soudan et le Soudan du Sud. Elle est consciente de sacrifices faits par les Casques bleus de l'ONU.

88. **M^{me} Salih** appuie le projet de budget révisé de la FISNUA pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014, prévoyant des dépenses relatives aux contingents, aux infrastructures et aux transports, compte tenu de la création de nouveaux postes civils pour appuyer le déploiement de personnel militaire et de la construction de postes de commandement de secteur et de bases d'opération.

89. Notant les dispositions de la résolution [67/270](#) de l'Assemblée générale, **M^{me} Salih** dit que l'expression « facteurs sur le terrain » signifie que les postes de commandement de secteurs du Mécanisme doivent fonctionner de manière autonome sur le plan de l'appui logistique et administratif au jour le jour. Compte tenu de l'absence d'infrastructure dans la région, il faut fournir à la Mission les ressources nécessaires pour qu'elle s'acquitte efficacement de son mandat et pour assurer la sécurité de son personnel. En conséquence, la délégation soudanaise rejette les réductions proposées par le Comité consultatif. Enfin, **M^{me} Salih** est préoccupée par le taux élevé de vacance de postes et les retards dans les travaux de construction.

90. **M. Ayzouki** (République arabe syrienne) dit que la présence de la FNUOD est rendue nécessaire par l'occupation israélienne du Golan syrien depuis 1967 et par le refus d'Israël d'appliquer les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, qui lui demandent de retirer ses forces jusqu'à la ligne du 4 juin 1967. En conséquence, la délégation syrienne réaffirme que les coûts afférents au financement de la FNUOD devraient incomber à l'agresseur israélien.

91. La situation en matière de sécurité du côté syrien de la zone de désengagement se détériore, en raison des activités de groupes terroristes armés, qui attaquent les installations et l'infrastructure dans la République arabe syrienne, dont les installations et l'infrastructure qui appartiennent à la FNUOD. Les forces israéliennes

qui se trouvent dans le Golan syrien occupé participent aux attaques contre la FNUOD en fournissant un appui logistique et militaire, en violation de l'accord sur le désengagement des forces et du droit international. Un tel appui israélien menace également la sécurité du personnel de la Mission. Le 6 mars et à nouveau le 7 mai 2013, des terroristes agissant sous le commandement direct des autorités qatariennes ont enlevé des Casques bleus et les ont conduits en territoire jordanien, après avoir traversé la zone de séparation.

92. Depuis la création de la FNUOD, le Gouvernement syrien respecte intégralement l'accord sur le désengagement des forces, sur l'hypothèse qu'il s'agit d'une situation temporaire en attendant qu'il soit mis fin à l'occupation du Golan syrien, comme le prévoient les résolutions [242 \(1967\)](#) et [338 \(1973\)](#) du Conseil de sécurité. La délégation syrienne espère qu'une paix juste et globale sera instaurée dans la région grâce à l'application de toutes les résolutions pertinentes de l'ONU et au retrait des forces israéliennes sur la ligne du 4 juin 1967. À cet égard, M. Ayzouki constate la coopération entre la Force et les autorités syriennes compétentes.

La séance est levée à 12 h 10.